



Madame la Présidente du Conseil Régional, Présidente du Congrès  
→ Monsieur le Président du Conseil Général → *Monsieur le Finistère*

Mesdames, Messieurs les élus  
Chers Compatriotes,

Trois minutes pour vous dire qu'en cette fin d'année 2012, il est encore temps de sauver notre pays la Guadeloupe d'une catastrophe annoncée.

Femmes de Guadeloupe, Mme Borel-Lincertain, Mesdames les élues, parce que vous êtes maman, épouse, compagne, sœur, vous ressentez, vous savez et vous vivez plus que tous les autres l'extrême gravité de la situation.

**« Sé kouto sèl ki savé sa ki ka pasé an kè a jironon. Nou pé pa lésé pitit annou adan boulvès lasa. »**

Ce qui nous menace, tous ici, vous en êtes convaincus et déjà la peur commence à nous envahir, c'est :

- Une crise sociétale avec une montée sans précédent de la violence faite aux plus faibles (les femmes, les jeunes et les vieux)
- Une explosion sociale, car les chômeurs, les salariés, les pauvres n'accepteront pas l'injustice qui leur est faite.  
Pourtant, le grand mouvement mené par le LKP en 2009 aurait dû nous interpeller, mais nous sommes restés sourds aux revendications populaires.  
Les producteurs et les chefs d'entreprise guadeloupéens ne se résigneront pas à disparaître sans réagir.
- Une crise environnementale et sanitaire avec une Guadeloupe de plus en plus polluée (épandage aérien, chlordécone, cancer de la prostate...).

Il ne s'agit pas de faire du catastrophisme mais de décrire une situation que nul ici ne peut contester.

Il n'est pas concevable qu'un réel Projet pour notre pays n'ait pu voir le jour malgré les 18 mois et plus de réflexion qui nous ont été octroyés.

Le Projet guadeloupéen de société tel qu'il a été élaboré ne peut à lui tout seul tracer la route, fixer le cadre politique dont nous avons besoin, ni empêcher l'exercice du droit à l'autodétermination du peuple guadeloupéen.

Compatriotes guadeloupéens, comment comprendre que :

- Saint-Barthélemy et Saint-Martin ont changé leur statut
- La Guyane, la Martinique sont sur le chemin du changement
- Tous les pays et territoires, colonies de la France, sont en marche vers la responsabilité avec l'accord de Victorin Lurel Ministre de la France.

**Alors que notre pays, la Guadeloupe, reste figé dans le statuquo.**

Il est aussi illusoire et malhonnête intellectuellement de faire croire aux guadeloupéens que la Guadeloupe sortira de ses difficultés sans une profonde et sincère réflexion sur la *gouvernance du pays*.

Le moment est venu d'établir de nouveaux rapports avec la république française. En ce sens, notre organisation l'UPLG (Union Populaire pour la Libération de la Guadeloupe) s'est attelée au travail au sein des **Forces Patriotiques Anticolonialistes Anticapitalistes (FPAC)** avec le PCG, FKNG ! et le COPAGUA.

Nous proposons au pays un cadre politique de **Large Autonomie**, avec plus de responsabilités et de possibilités en matière de développement économique, social et *culturel, d'aménagement du territoire et de coopération régionale*. Ce cadre politique est discutable et amendable.

**Il faut une Autorité politique domiciliée au pays.**

**Il faut un pouvoir politique Guadeloupéen.**

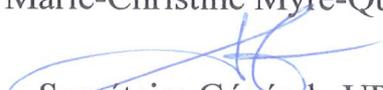
**A chacun, devant l'histoire, de prendre ses responsabilités.**

Nous vous remercions pour votre écoute.

**Madame la Présidente du Congrès, Madame Josette BOREL-LINCERTAIN,** L'UPLG (Union Populaire pour la Libération de la Guadeloupe) tient à vous remercier pour cette invitation.

Basse-Terre le 27 décembre 2012.

Marie-Christine Myre-Quidal

  
Secrétaire Générale UPLG.